

ATTENTAT AU MUSÉE JUIF DE BRUXELLES

Le carnage du Sablon horrifie la Belgique

*Le Sablon, quartier sympathique où il fait bon de se balader, de prendre un café ou une bière, est très apprécié des Bruxellois. Il a été, avant-hier, le théâtre d'un horrible carnage.*

De notre bureau de Bruxelles, ` Aziouz Mokhtari

Des individus garent leur véhicule, une Audi noire, à la rue des Minimes peut avant 16h. C'était une belle après-midi ensoleillée telle que les gens de Belgique aiment par-dessus tout.

Un individu pénètre dans le Musée juif, tire en direction du personnel et des visiteurs. Il laissera trois personnes pour mortes et une quatrième dans un état plus proche du décès que du miracle qui donne droit à la vie. Les premières informations, nécessairement troublées et confuses, fusent. Une personne aurait pris la fuite à pied en

empruntant les ruelles, bien entretenues et très agréables à marcher, du Sablon.

L'Audi noire qui transportait les tueurs a disparu, depuis, mais est localisée par la police. A-t-elle embarqué avec le passager qui a ouvert le feu ? Ou un autre plan a-t-il été mis en œuvre ? Le parquet de Bruxelles a ouvert une enquête pour assassinat mais ne veut pas — ou ne peut pas — se lancer dans des conjectures. La presse belge dans son ensemble a commenté, en une et en boucle, l'attentat. Les autorités du royaume, à leur tête le chef du gouvernement, Elio Di Rupo, sont montées au créneau pour dénoncer l'horrible

acte, tout en prenant garde de ne pas utiliser des mots qui peuvent être interprétés de façon aléatoire, ambiguë. Le chef de l'exécutif a parlé de «Belgique unie» alors que Mme Joelle Milquet, ministre de l'Intérieur, met en garde contre tout climat de psychose. Les représentants de l'Etat belge, visiblement émus, n'ont pas voulu mettre du feu sur l'huile et n'ont pas utilisé des formules à l'emporte-pièce et dangereuses comme celles usitées, en son temps, par Nicolas Sarkozy lors des descentes criminelles de Merah à Toulouse. La Belgique qui, hier, votait pour trois échéances majeures (la Chambre, les Parlements régionaux et le Parlement européen), ne perd pas son sang-froid et attend de la justice les éléments probants pour connaître la vérité. Le parquet de Bruxelles, traditionnellement compétent en matière de lutte

antiterroriste, ne manquera pas, dans les jours et semaines à venir, de communiquer davantage.

Les services de police et le renseignement travaillent déjà sur les éléments «physiques» pour faire avancer l'enquête (Audi noire activement recherchée, utilisation des caméras de surveillance, écoutes assidues des témoins, appels à témoins...).

Si les responsables du royaume n'ont pas été bavards sur la nature horrible du crime commis, les médias et l'opinion publique n'hésitent pas à considérer que le carnage est signé. C'est une griffe du terrorisme traditionnellement d'obédience Al Qaïda et autres groupuscules de la nébuleuse djihadiste.

Nous y reviendrons.

A. M.

LIBYE

Malgré des objectifs flous, le général Haftar continue à recueillir des soutiens

*Un général dissident libyen a rallié de nouveaux soutiens parmi la population à sa campagne contre les groupes islamistes, mais sa démarche reste floue et des analystes doutent qu'il ait les moyens de ses ambitions.*

Khalifa Haftar, 71 ans, qui avait pris part à la révolte contre le régime de Mouammar Kadhafi en 2011, a lancé le 16 mai une opération baptisée «Dignité» contre des groupes qu'il a qualifiés de «terroristes» à Benghazi (est), considérée comme le fief de nombreuses milices islamistes lourdement armées. Ces affrontements ont fait au moins 79 morts.

Une semaine après les faits, des milliers de personnes sont descendues dans la rue pour lui apporter leur soutien, dans son fief à Benghazi, et à Tripoli même où ses détracteurs, le gouvernement et le Parlement l'ont qualifié de putschiste.

Khalifa Haftar a affirmé alors avoir reçu «un mandat du peuple pour en finir avec le terrorisme».

Tout en restant évasif sur ses réelles intentions, il a assuré qu'il ne serait pas un «obstacle à la transition démocratique» à un mois d'élections législatives annoncées pour le 25 juin.

Pour l'analyste libyen, Abdel Hakim Bridan «la campagne "Dignité" reste floue, l'initiateur n'a pas révélé toutes ses intensions, ni expliquer comment donner à son opération militaire une dimension populaire».

Le général qui a pu rallier plusieurs officiers et militaires de la région orientale, y compris de l'armée de l'air, à son «Armée nationale libyenne» a, en effet, procédé à une opération militaire limitée avant de retirer ses troupes, évoquant la nécessité de réorganiser ses unités.

«Le général Haftar a promis d'éradiquer le terrorisme mais son objectif est

vague, tant il n'a pas précisé les véritables cibles de l'opération», alors que le pays pullule de groupes islamistes radicaux, dont Ansar Asharia, classée récemment «organisation terroriste» par Washington. En effet, même parmi ses «alliés», l'heure est à la méfiance.

Plusieurs militaires et politiciens ont annoncé soit leur ralliement à la «lutte anti-terroriste» ou leur appui à l'opération «Dignité», évitant toutefois de citer le nom de Haftar, par crainte de cautionner totalement une campagne qui pourrait mener à une dictature militaire. Depuis la chute du régime de Mouammar Kadhafi en octobre 2011, Benghazi est le théâtre d'une vague d'assassinats, ciblant majoritairement des Occidentaux et des membres des services de sécurité. Les autorités ont échoué jusqu'ici à identifier et arrêter les auteurs de ces attaques, qui n'ont pas été revendiquées. Ces violences ont affaibli davantage l'armée qui cherche à se reconstruire. Les autorités

de Tripoli ont accusé le général Haftar d'avoir profité de l'anarchie dans laquelle est plongé le pays depuis des mois pour mener un coup d'Etat tandis que ce dernier a répliqué qu'il n'avait aucunement l'intention de prendre le pouvoir, et qu'il ne fait que répondre «à l'appel du peuple».

Dans un communiqué publié samedi, le gouvernement a réaffirmé «sa position ferme de combattre le terrorisme sous toutes ses formes» mais dit rejeter «l'exploitation de ce phénomène pour atteindre des objectifs politiques ou personnels».

Le communiqué estime que «les milliers de personnes ayant manifesté pacifiquement vendredi illustraient la nécessité de respecter la légalité et de parachever la construction des institutions de l'Etat dont la mise en place d'une armée et d'une police nationales».

Pour l'expert militaire Abdallah al-Kabir, la campagne du général dissi-

dent s'apparente à une «planche de salut pour une population, victime d'actes terroristes auxquels l'Etat est incapable de mettre fin».

«Les gens autour du général Haftar savent bien que ce dernier conduit un putsh pour arriver au pouvoir mais face à l'incapacité de l'Etat à combattre la prolifération des attentats terroristes, ils préfèrent accorder, temporairement, leur salut à l'armée», a-t-il dit.

«Il serait plus facile de faire tomber Haftar s'il prend le pouvoir, qu'éradiquer le terrorisme», estime de son côté le militant politique Salem Al-Oujli qui affiche son soutien au coup de force de Haftar. Il a évité toutefois de comparer Haftar à l'ex-chef de l'armée égyptienne Abdel Fattah al-Sissi, artisan de l'éviction du président islamiste Mohamed Morsi et donné favori à l'élection présidentielle des 26 et 27 mai.

«Contrairement à Haftar, Sissi bénéficie du soutien d'une armée disciplinée et forte», a-t-il dit.